Introduction

Intermédiation territoriale : des lieux, des liens, des réseaux, des acteurs

Fabien Nadou^a et Magali Talandier^b

^a École de Management de Normandie, Métis Lab et UMR CITERES 7324

^b Université de Grenoble-Alpes, UMR PACTE 5194

Ce double numéro consacré à l'intermédiation territoriale fait suite à une session spéciale que nous avons organisée dans le cadre du colloque annuel de l'ASRDLF de juillet 2018. Nous avons alors mis en commun nos analyses de l'intermédiation appliquée aux territoires (Nadou, 2013 et Talandier, 2016) et invité d'autres chercheurs de science régionale à venir discuter de cette notion sur la base de leurs travaux.

Le concept d'intermédiation -territoriale- a été initié par Claude Lacour au milieu des années 90 en lien avec ses travaux sur la tectonique des territoires (Lacour 1996). Selon lui, « [...] nous serions peut-être moins enclins à faire du territoire une notion directement pertinente : géographique, économique, localisé définitivement. On préférerait parler d'intermédiation territoriale, au sens que les territoires servent d'intermédiation, de révélation, de concrétisation à des comportements, à des processus d'acteurs » (Lacour, 1996, p. 31).

25 ans plus tard, en quoi ce concept est-il toujours opératoire et utile pour penser les dynamiques territoriales contemporaines, mais aussi les transitions et bouleversements plus profonds qui nous attendent ?

Le travail initial de C. Lacour est également à resituer dans son contexte d'essor de la globalisation et de son corollaire spatial le plus fort, à savoir la métropolisation. Cette dynamique de croissance a fait émerger des formes de ségrégation socio-spatiales (Lacour

et Puissant, 1999). Fractures, recompositions géographiques des activités et évolutions des hiérarchies urbaines, questionnent la place des territoires et de leurs acteurs dans ces changements socio-économiques qui transforment les sociétés. Les territoires servent-ils de relais, d'interface, d'intermédiation ? Offrent-ils des complémentarités de développement aux logiques et intérêts individuels ou *micro*, d'une part et aux logiques globales ou *macro*, d'autre part ? Cette troisième voie, *méso* comme la nomme B. Pecqueur (2007), a renouvelé les perspectives pour penser (et agir sur) les changements socio-économiques et environnementaux depuis les territoires.

Parallèlement à ces travaux académiques, les actes successifs de Décentralisation des années 80 jusqu'à la dernière décennie, ont permis de transférer des compétences, des pouvoirs et des moyens, vers les collectivités locales. L'organisation territoriale de la Nation s'est modifiée, et avec elle, le type et le nombre d'acteurs impliqués ou parties prenantes des décisions politiques, économiques et d'aménagement. Les systèmes d'acteurs et de leurs relations sont entrés dans un schéma d'interdépendances et de complexité rarement observé auparavant, qui nécessitent des espaces, des lieux, des instances, des scènes de dialogue (clubs, associations, réseaux, ...) et de développement (programmes, dispositifs, agences, ...) favorisant des processus d'intermédiation et de rapprochement entre ces acteurs (publics, privés, associatifs, citoyens, habitants, ...), mais également entre ces acteurs et leurs environnements naturels et paysagers. Les approches par les conflits dans les processus de développement des territoires (Torre et Beuret, 2012) ont ainsi pu mettre en relief leur apport dans l'activation ou l'émergence de la gouvernance entre acteurs et les enjeux de leur coordination.

Enfin, c'est aussi dans une succession de crises que nos sociétés évoluent depuis plusieurs décennies. Au ralentissement prolongé de la croissance fordiste et aux mutations de son système productif, se sont adjointes les crises financières, environnementales, sociales et aujourd'hui sanitaires. Pour expliquer en partie celle des « *subprimes* » survenue aux États-Unis, propagée en crise financière mondiale à partir de 2008, on a parlé des conséquences néfastes de la désintermédiation financière engagée depuis les années 80. L'absence de régulateurs et de contrôle des marchés a mis au grand jour les dysfonctionnements, imperfections et conséquences dramatiques d'un tel système, laissé à la seule liberté et convergence supposée des choix et intérêts individuels. L'imbrication de la finance avec l'économie réelle est telle désormais que cette dernière a payé de lourds tributs, transformant un plus encore le paysage et la géographie des activités productives, industrielles, déjà aux prises avec la digitalisation et le numérique.

La crise sanitaire liée à la COVID-19 que nous vivons actuellement découle d'une crise environnementale (tensions sur la biodiversité et épuisement des ressources, ...) de plus long terme. Avant celle-ci, la crise sociale incarnée par le mouvement des « gilets jaunes » en France et en Europe, montrait déjà en partie – et sur un autre registre – les difficultés de nos modèles d'organisation et les ruptures entre les individus et leurs territoires. Ces crises s'accompagnent d'une défiance des citoyens envers les décideurs politiques et d'une remise en cause des bases de nos systèmes démocratiques. Les fractures sont multiples, entre des mondes sociaux, mais aussi entre des espaces qui ne dialoguent plus. L'un des enjeux de la mise en œuvre d'une transition qui soit à la fois écologique et solidaire pourrait dès lors reposer sur la reconquête des liens, la mise en évidence et la structuration d'acteurs pivots permettant de reconnecter des modèles économiques

toujours plus spécialisés. L'exemple de la transition alimentaire est illustratif de ce besoin de créer un dialogue entre la sphère agro-industrielle (de la production à la distribution) et celle des alternatives citoyennes et engagées. Là encore, les enjeux d'intermédiation apparaissent prépondérants pour engager ces changements.

Dans quelle mesure le concept, en apparence flou et polysémique, de l'intermédiation territoriale et/ou territorialisée (les acteurs intervenant dans les processus d'intermédiation ne sont pas nécessairement territoriaux ou locaux, cf. Nadou et Pecqueur dans ce numéro), peut devenir une grille de lecture opérationnelle pour le développement, mais aussi la transition des territoires ?

Nous montrerons dans un premier temps que l'intermédiation territoriale pose un certain nombre de questions théoriques et empiriques à la science régionale. Elle s'inscrit dans une réflexion plus large de l'économie territoriale, du développement territorial, et du rôle des territoires dans les dynamiques socio-économiques. Nous présenterons ensuite les différentes contributions du numéro et les mises en perspective de l'intermédiation territoriale qu'elles décrivent, analysent et proposent.

1. L'intermédiation questionne la science régionale

1.1. Un nouveau tournant pour l'économie territoriale ?

La question territoriale a connu un intérêt sensiblement important auprès des chercheurs en sciences sociales (en géographie, aménagement, économie, science politique, ...) et acteurs publics nationaux ou locaux, pour comprendre et expliquer les mutations contemporaines. À la suite de la crise du fordisme et des systèmes productifs, des transformations sociales liées aux mobilités, de la modification du rapport au travail, de l'évolution des modes de consommations, de l'essor des pratiques de loisirs et de tourisme, ou bien encore des injonctions actuelles concernant la durabilité de nos modèles, le territoire est devenu à la fois facteurs de problèmes, de fracture, mais aussi leviers et sources de solutions.

Les principes et concepts de développement local, régional, puis territorial, ont pénétré les modèles socio-économiques dominants et traditionnels, permettant un foisonnement des travaux théoriques et empiriques qui placent le territoire au centre des analyses. L'appareillage pour y parvenir s'est également étoffé, en particulier au travers de la prise en compte de la gouvernance territoriale, des proximités, mais également des flux, des liens, des interactions territoriales. La notion d'intermédiation appliquée au territoire s'invite dans ces débats en tant qu'approche complémentaire à cet appareillage. Elle vise à mieux identifier et caractériser les diverses formes et enjeux des interrelations entre acteurs, entre territoires, entre activités économiques, supposant dès lors que ce sont ces interrelations qui déterminent aujourd'hui la capacité d'adaptation de nos territoires.

L'intermédiation pour opérationnaliser la gouvernance et comprendre l'ingénierie des proximités ?

Même si les travaux théoriques sont encore rares sur l'utilisation et la formalisation du concept d'intermédiation en économie territoriale (Nadou, 2013), la notion est prégnante dans les pratiques et dispositifs de développement des territoires. La globalisation et le

rapport de la mondialisation au « local » exacerbent les spécificités de celui-ci et mettent en concurrence de plus en plus les territoires et leurs communautés d'acteurs (Pecqueur et Nadou, 2018), autant qu'ils leur offrent des opportunités de mise en synergie, de complémentarité ou encore enjeux de réciprocité au service d'un développement commun (Talandier, 2014). Pour ce faire, encore faut-il que des capacités de mise en relation, des instruments et dispositifs de relais soient élaborées pour tenter d'agir et de s'immiscer dans ce rapport à potentiel de plus-value et d'opportunités.

Nous partons de l'idée que la notion d'intermédiation peut ouvrir à d'autres grilles de lecture de ces mécanismes à l'œuvre que ce soit par une lecture des lieux et espaces intermédiaires, des réseaux et pratiques d'intermédiation, des ingénieries de l'intermédiation, des activités économiques d'intermédiation (Halbert, 2005). La notion d'intermédiation territoriale explorée dans ce numéro spécial complète donc les approches existantes en termes de coordination des acteurs (école de la proximité par exemple) en insistant très clairement sur une logique de l'entre-deux espaces, acteurs, réseaux, secteurs...

1.2. L'intermédiation dans la littérature

Dans un travail récent et approfondi sur les ressorts de l'économie territoriale, nous avons présenté (Talandier, 2016) différentes définitions de l'intermédiation qui ont trait aux réflexions et recherches engagées sur cette question dans la dernière décennie. De prime à bord, à l'évocation de l'intermédiation deux éléments surviennent : « l'entre-deux » et la « mise en lien », ce qui va guider la réflexion de ces différentes acceptions.

Initialement, l'intermédiation provient d'autres domaines ou disciplines (comme l'informatique, la finance, l'assurance, la neurobiologie, ...). En sciences économiques, c'est déjà en 1960, que J.G. Gurley et E.S. Shaw mettent en évidence l'existence des intermédiaires financiers (au même titre que des intermédiaires ou courtiers en assurance), qui assurent la mise en relation entre des produits et prestations et des personnes voulant obtenir des garanties et des couvertures. La confiance réalisée entre les deux parties par cette intermédiation contractuelle et relationnelle et le rôle de l'intermédiaire apparaît comme fondamentale. Cette idée de confiance a été développée par les gestionnaires et économistes de l'innovation qui utilisent la notion d'intermédiation pour qualifier les rôles et fonctions d'acteurs dits intermédiaires et la relation qu'ils produisent au final dans le processus d'innovation des entreprises (Howells, 2006). La question du rôle des acteurs, combinée avec leurs stratégies revêt une importance pour mieux identifier et comprendre leurs relations.

En géographie, le terme d'intermédiation est privilégié, même s'il reste peu utilisé (Commenges et Riera, 2011). Notion polysémique, l'intermédiation permet de dépasser définitivement le modèle centre-périphérie. Merle (2011) met en évidence différentes acceptions de cette notion. Elle peut ainsi être i) horizontale et résolument spatiale (un objet situé entre deux espaces); ii) verticale, organisationnelle et scalaire (position dans une échelle d'institutions); iii) catégorielle pour les espaces définis comme étant « ni... ni » : le « tiers espace » pour M. Vanier (2000), l'« entre-ville » pour T. Sieverts (2004), la ville intermédiaire pour J.-P. Carrière (2008) ou tout simplement le périurbain, qui ne constitue pas tant une hybridation de deux ordres pour M. Lussault, mais une organisation

inédite de la société (Lussault, 2007); iv) temporelle, pour des espaces entre crise et mutation, « des espaces au devenir mal défini, renvoyant à l'idée d'un sas temporel (entre ce qui n'est plus et ce qui n'est pas encore) » (Bonerandi et Roth, 2007).

En aménagement, la notion d'intermédiation est certainement encore plus rarement utilisée (Nadou, 2013). Si comme nous l'avons dit plus haut, C. Lacour introduit l'idée d'intermédiation par les territoires près de vingt ans plus tôt, le terme est approfondi dans la thèse de F. Nadou, consacrée à cette notion. Nous retrouvons chez les deux chercheurs des points communs dans la conception (Lacour, 1996; Nadou, 2013) de l'intermédiation territoriale désignant « une dynamique relationnelle et organisationnelle entre acteurs locaux, variable dans le temps et dans l'espace. Le territoire, fruit des interactions et des constructions sociales, jouant ici comme un véritable révélateur de leurs comportements, de leurs pratiques et des processus qui les animent » (Nadou, op.cit. : 10).

Les acteurs intermédiaires, qui relie, coordonnent, facilitent, orchestrent (Bourdin *et al.*, 2020), jouent un rôle central dans la constitution des écosystèmes entrepreneuriaux (Stam, 2015) et régionaux d'innovation (Smedlund, 2006; Alberdi Pons *et al.*, 2014; Shearmur et Doloreux, 2018). Dans le prolongement, l'intermédiation économique peut être également entendue comme un ensemble d'activités assurant dans l'ombre le fonctionnement en réseau des activités économiques (Talandier, 2016b).

Au final, c'est un ensemble de quatre axes de l'intermédiation territoriale qui se dégage : le premier, porte sur l'analyse des processus et jeux d'acteurs locaux au service d'une intermédiation territoriale. Le deuxième se concentre davantage sur la question des lieux, des interfaces territoriales, des complémentarités et réciprocity entre les territoires comme véritable processus d'intermédiation territoriale. Le troisième traite de la question des dispositifs, des réseaux permettant cette intermédiation et, bien sûr, de leurs impacts territoriaux. Enfin, le quatrième axe questionne l'impact des activités d'intermédiation pour les territoires, leurs possibles évolutions et adaptations face aux enjeux écologiques et à la numérisation de l'économie.

2. Des lieux, des liens, des réseaux, des acteurs... : contributions à l'intermédiation territoriale

Nous avons reçu près de quarante propositions d'articles, dont vingt-deux ont suivi le processus d'évaluation en double aveugle. Ce numéro double rassemble finalement onze textes retenus pour la publication.

Les 11 textes présents abordent différentes conceptions et dimensions territoriales de l'intermédiation, tout en mobilisant divers appareillages théoriques et méthodes d'analyses et de traitement de données. Tous se situent dans des contextes géographiques, institutionnels, et secteurs différenciés. Ils explorent ce qui relie les acteurs, les activités économiques et les espaces et ce que créent ces liens sur les territoires étudiés. Ainsi, les contributions peuvent être rassemblées en quatre familles d'articles, révélant chacun une facette, un aspect, de l'intermédiation territoriale. On distinguera ainsi, l'intermédiation en tant que 1) processus de mise en relation des acteurs, 2) en tant qu'output ou conséquences des systèmes économiques locaux; ces deux dimensions de l'intermédiation pouvant s'exprimer à travers 3) des dispositifs opérationnels et 4) dans des lieux, des espaces spécifiques.

Tout d'abord, se pose la question de la gouvernance qui nous amène à définir *l'intermédiation comme un processus territorialisé de coordination des acteurs et de leurs relations sociales, et qui ont des conséquences sur les trajectoires et dynamiques locales*. Elle permet ainsi d'opérationnaliser les formes de gouvernance observées dans les territoires au travers des jeux d'acteurs qui se révèlent.

Fabien Nadou et Bernard Pecqueur développent, en ce sens, un cadrage conceptuel de la notion, en mettant en perspective son origine et son fonctionnement dans les dynamiques territoriales et leurs évolutions récentes. Dans un contexte de crises de la mondialisation et des politiques publiques, le besoin d'intermédiation, dont la réponse ne réside pas uniquement dans le marché ou la politique publique, est au centre de la réflexion et de la structuration de la gouvernance entre acteurs.

Dans son article, Emmanuel Nadaud, considère l'intermédiation territoriale comme un processus organisationnel de la gouvernance des territoires aux côtés de la coopération. La réforme territoriale engagée avec la loi NOTRe de 2015 interroge la capacité des acteurs locaux et régionaux de Nouvelle-Aquitaine à co-construire une politique contractuelle, associant les territoires infrarégionaux et cherchant à faire fonctionner les 51 territoires de projets qui ont été définis. À la fois facilitatrice des rapports entre acteurs locaux, mais aussi partenaire du projet régional, la Datar Régionale participe ici d'un double processus, intermédiation-coopération, faisant émerger aussi bien les liens fructueux que les dysfonctionnements relationnels entre acteurs locaux.

Sur le cas de la transition énergétique, Lucas Durand et Pierre-Antoine Landel identifient trois formes d'intermédiation inscrites dans plusieurs sites en Europe. L'« opérateur » de la transition énergétique, comme ils le nomment, est encastré à la fois dans des systèmes territoriaux énergétiques et agit de par sa position sur la construction de gouvernance multi-niveaux à laquelle il participe. Son rôle central amène à des processus de mise en transition progressifs, évitant des ruptures trop franches et déstabilisatrices dans les relations entre acteurs.

La deuxième série de travaux met en exergue *l'intermédiation que créent non plus des « acteurs » au sens de gouvernance, mais des activités économiques et des systèmes productifs localisés*.

En repositionnant les activités productives locales dans la théorie de la base, Magali Talandier traite des capacités d'intermédiation économique que génèrent ces activités trop souvent ignorées. Ainsi, ce qu'elle nomme les *Local Intensive Business Services* (LIBS), en référence aux *Knowledge Intensive Business Services* (KIBS) constituent des leviers essentiels de développement, mais également de résilience territoriale. Elle propose autour de ces facettes d'activités économiques un modèle de développement territorial renouvelé.

De son côté, Stéphane Fournier montre le besoin d'une intermédiation publique dans la structuration d'un Pôle agroalimentaire en Isère visant la relocalisation de filières importantes et en complémentarité des activités de circuits-courts existantes. Au-delà d'un simple effet de facilitation, l'intermédiation des acteurs publics et consulaires joue ici comme un véritable projet à effets d'entraînement sur les acteurs privés dans la volonté de s'engager dans des solutions de relocalisation et dans le processus de leurs relations à plus long terme.

La troisième série considère *l'intermédiation territoriale que génèrent les systèmes d'acteurs et les systèmes économiques s'exprimant à travers des dispositifs*.

En poursuivant dans le domaine de l'agroalimentaire, Rachel Levy et Pierre Triboulet, analysent les déterminants des dynamiques de coopération entre acteurs au sein de projets collaboratifs innovants d'un pôle de compétitivité. Ils appuient leur raisonnement sur la grille des proximités pour comprendre le rôle des acteurs intermédiaires, les équipes-projets du pôle, dans la mise en interaction des partenaires et la facilitation du processus d'innovation dans différentes études de cas de projets collaboratifs. Les intermédiaires renforcent le rôle positif des formes de proximités, notamment de la proximité sociale, dans la circulation des connaissances et entre acteurs hétérogènes au sein des projets des pôles.

Dans le cas de quatre territoires de Nouvelle-Aquitaine engagés dans des Projets Alimentaires de Territoires (PAT), Nathalie Corade et Marie Lemarié-Boutry observent, à la fois, la capacité d'intermédiation territoriale que confèrent les processus de mise en lien des acteurs par ces projets de (re)configuration d'un système alimentaire local, mais également et en retour, les tensions que ces mêmes processus révèlent. Ainsi, la toile de fond sur les recompositions entre villes et campagnes que ces PAT font apparaître, remplace aussi les compétitions interterritoriales d'accès aux ressources, remettant en question l'intermédiation recherchée ou engagée par le dispositif.

Sur le plan du rapprochement des activités économiques et de stratégie commune des acteurs, la contribution de Benoît Prévost sur le Pôle Territorial de Coopération Économique (PTCE) de la Haute Vallée de l'Aude analyse l'émergence des innovations territoriales participant au renouvellement des pratiques relationnelles entre acteurs, mais aussi dans la conception de développement économique local. L'intermédiation territoriale est un véritable outil qui interroge de front la politique locale de développement économique, du mode d'allocation des financements liés à une logique de projet, jusqu'aux compétences nécessaires de ceux qui l'animent et la mettent en œuvre.

Enfin, *l'intermédiation s'incarne aussi dans des lieux qui favorisent la mise en relation des mondes.*

Les processus d'intermédiation trouvent ainsi des expressions dans le développement des tiers-lieux. Amélie Lefebvre-Chombart et Pierre Robert mettent en exergue la structuration du champ de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) à une échelle régionale renouvelée dans le Nord de la France, passant par la mise en dialogue des acteurs publics et privés autour d'un dispositif spécifique et ancré territorialement. Le processus d'intermédiation engagé sur le territoire fait évoluer les rapports de proximité entre acteurs et donne de la cohérence au secteur de l'ESS en légitimant l'action menée par des structures-clés, et ce malgré l'absence d'acteurs centraux contraints par d'autres programmes d'action.

En compagnie de Valérie Fautrero et de Gilles Puel, Florence Orillard montre comment les *Urban Living Labs* (ULL) contribuent à des solutions innovantes dans le renouvellement des services urbains au sein des métropoles. Au travers d'une comparaison d'expérimentations dans les métropoles Amsterdam et du Grand Paris, les auteurs montrent également que, malgré la capacité des ULL à créer et faciliter une démarche écosystémique d'innovation urbaine, l'usager-citoyen n'est pas totalement pris en compte dans l'élaboration finale des projets, domaine réservé aux acteurs publics.

Concluant ce numéro, Léa Donguy, illustre le rapprochement – inattendu – de sphères distinctes au travers de l'art contemporain. Ainsi, art spatialisé et acteurs intermédiaires et hybrides au service des politiques locales d'urbanisme se mettent en lien avec l'art contemporain en vue d'une modification des pratiques et de « l'habiter ». Le collectif ESOPA

se structure au sein de réseaux déjà constitués ou en construction, et tente de cristalliser certaines initiatives sur le territoire entre milieux. Cette mise en lien n'est d'ailleurs pas réservée à ces intermédiaires hybrides, mais s'inscrit dans un ensemble de réseau d'acteurs préexistants ou individuels qui cohabitent et aident la « co-normalisation » des pratiques.

Conclusion

Le principal objectif de ce numéro spécial résidait dans les possibilités d'éclaircir cette notion d'intermédiation territoriale, de l'étoffer sur le plan théorique, d'en souligner les apports et limites et de l'interroger sur son opérationnalité et son utilité dans la construction des relations entre acteurs territoriaux.

L'ensemble de ces contributions de recherche reflètent bien notre idée de départ, à savoir tenter d'enrichir les grilles de lecture et de compréhension des mécanismes relationnels et comportementaux des acteurs à l'œuvre pour le développement des territoires en train de se faire.

Nous venons de le voir précédemment, l'intermédiation territoriale recouvre des conceptions différentes, catégorielles et hiérarchiques, d'articulation entre des logiques par l'espace et/ou par les comportements d'acteurs et/ou par le type d'activités économiques concernées. Néanmoins, une chose commune les relie : l'intermédiation territoriale s'incarne dans des processus relationnels. Elle caractérise l'activation des relations entre des mondes (spatiaux, sociaux, politiques) dans des systèmes territoriaux multi-scalaires. Elle permet alors d'en décortiquer les rouages et les dynamiques, en mettant l'accent sur ce qui relie (ou ce qui divise et met en tension) les différentes composantes du système et comment cela se construit et évolue. Elle met en exergue un ensemble de pratiques entre des territoires et des acteurs qui les composent. L'intermédiation révèle les dynamiques sociales et économiques en cours, mais apparaît aussi comme un levier de résilience, voire de transformation des modèles locaux.

De l'agriculture et de l'agroalimentaire, au développement économique, en passant par l'aménagement et l'urbanisme, de l'urbain au rural, entre autres, l'intermédiation se situe et peut s'opérationnaliser dans des domaines, cas et objets divers.

D'un point de vue empirique, l'apport est riche de clés de lecture des processus à l'œuvre au sein des territoires, notamment pour l'observation et les analyses de la coordination des acteurs et des politiques publiques territoriales. Cependant, la multiplicité de cas, de pratiques (formelles et informelles, institutionnalisées ou non, ...) et de configurations (acteurs, échelles, contextes, ...) annonce un véritable défi de théorisation pour la science régionale. Il s'agit à présent de mieux articuler ces processus d'intermédiation aux concepts, plus largement étudiés, de proximité et de gouvernance pour tout ce qui concerne les jeux d'acteurs, ou bien encore de développement et de transition pour tout ce qui a trait aux dynamiques territoriales de changements.

Remerciements

Nous remercions, Frédéric Wallet, coordinateur éditorial de la revue qui a soutenu ce projet, ainsi que l'ensemble des relecteurs et rapporteurs qui ont permis la sélection des articles et la réalisation finale de ce numéro spécial.

Bibliographie

- Alberdi Pons X., Gibaja Martins J. J., Parrilli M. D., 2014. Intermediaries and Regional Innovation Systemic behavior: A typology for Spain (No /20). Lund University, CIRCLE-Center for Innovation, Research and Competences in the Learning Economy.
- Blöchl, F., Theis, F. J., Vega-Redondo, F., 2010. *Which Sectors of a Modern Economy are Most Central?* CESIFO Working Paper n°3175.
- Bonerandi E., Roth, H., 2007. Pour une géographie des espaces anti-héros: au-delà de la banalité des espaces intermédiaires. Communication au 53^e Colloque de l'ASRDLF, Grenoble et Chambéry, 11-12-13 juillet 2007.
- Bourdin S., Nadou F., Obermöller A., 2020. Comment les politiques publiques favorisent-elles les dynamiques collectives d'innovation? Analyse du management de l'intermédiation territoriale. *Revue d'Économie Régionale et Urbaine* 2, 311 : 335.
- Carrière J.-P., 2008. Les villes intermédiaires européennes et l'Europe polycentrique. *Annales des Mines, Réalités industrielles* 1 : 18-25.
- Commenges H., Riera E. M., 2011. Définir l'intermédiation par le système des mobilités spatiales In Giroud M., Mainet-Valleix H., Édouard J. C., *Les mobilités spatiales dans les villes intermédiaires. Territoires, pratiques, régulations*, Presses universitaires Blaise Pascal, Clermont-Ferrand, 155-178.
- Halbert L., 2005. Le desserrement intra-métropolitain des emplois d'intermédiation : une tentative de mesure et d'interprétation dans le cas de la région métropolitaine parisienne. *Géographie, économie, société* 7 (1), 1-20.
- Howells J., 2006. Intermediation and the Role of Intermediaries in Innovation. *Research Policy* 35 (5), 715-728.
- Lacour C., 1996. La tectonique des territoires: d'une métaphore à une théorisation In B. Pecqueur (dir.), *Dynamiques territoriales et mutations économiques*, L'Harmattan, Paris, 25-48.
- Lussault M., 2007. *L'homme spatial: la construction sociale de l'espace humain*. Seuil, Paris.
- Nadou F., 2013. *Intermédiation territoriale et spatialisation du développement économique. Cohérences et contradictions de l'action publique locale. Investigation à partir de la planification stratégique*. Thèse de doctorat, Université de Tours.
- Pecqueur B., 2007. L'économie territoriale: une autre analyse de la globalisation. *L'Économie politique* 33 (1), 41-52.
- Pecqueur B., Nadou, F., 2018. *Dynamiques territoriales et mutations économiques. Transition, intermédiation, innovation*. L'Harmattan, Paris.
- Sieverts T., 2004. *Entre-ville. Une lecture de la Zwischenstadt*. Éditions Parenthèses, Paris
- Shearmur R. and Doloreux, D., 2018. KIBS as Both Innovators and Knowledge Intermediaries in the Innovation Process: Intermediation as a Contingent Role. *Papers in Regional Science*, 1-19
- Smedlund A., 2006. The Roles of Intermediaries in a Regional Knowledge System. *Journal of Intellectual Capital* 7 (2), 204-220.
- Stam E., 2015. Entrepreneurial Ecosystem and Regional Policy: a Sympathetic Critic. *European Planning Studies* 23 (9), 1759-1769.
- Talandier M., 2014. Penser la réciprocité territoriale. *Urbanisme* 47, 22.
- Talandier M., 2016. *Mutation des systèmes territoriaux: vers un modèle résidentio-productif?* Mémoire de HDR, Université de Grenoble Alpes.
- Talandier M., 2016b. Flux et interdépendances: définir une nouvelle méthode d'analyse de l'économie métropolitaine In Lebras, D., Seigneuret, N., Talandier, M. (Dir.), *Métropoles en chantiers*, Berger-Levrault, Paris, 137-160.
- Vanier M., 2000. Qu'est-ce que le tiers espace? Territorialités complexes et construction politique. *Revue de géographie alpine* 88 (1), 105-113.
- Vanier M., 2008. *Le pouvoir des territoires. Essai sur l'interterritorialité*. Economica, Paris.